

PAIX LITURGIQUE

Notre lettre 982bis publiée le 5 décembre 2023

A ROME EN ATTENDANT LA SUCCESSION... LE CARDINAL PAROLIN EN EMBUSCADE

Nous remercions [Res Novae](#) de nous avoir permis de reproduire leur lettre du 29 novembre consacrée au Cardinal Pietro Parolin et aux bouillonnements qui s'amplifient à Rome dans la perspective d'un prochain conclave au moment où le pape François va fêter le 17 décembre son 87ème anniversaire.

Le cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'État, vrai candidat de la gauche bergoglienne[1] ? Il faut se souvenir qu'en 2013, les cardinaux qui s'auto-désignaient sous l'appellation de « Groupe de Saint-Gall » et qui ont porté au pouvoir Jorge Bergoglio, usèrent d'une manœuvre consistant à mettre en avant le nom du cardinal Scherer, archevêque de São Paulo, pour faire avancer plus efficacement leur véritable papable, l'archevêque de Buenos Aires. De même aujourd'hui, derrière le cardinal Tagle, philippin, 66 ans, préfet du Dicastère pour l'Évangélisation, mais dépressif et assez insignifiant, ou encore derrière le cardinal Hollerich, 65 ans, jésuite, archevêque de Luxembourg, rapporteur du Synode des Évêques pour une Église synodale, mais trop bruyamment hétérodoxe, serait en réalité le cardinal Parolin.

L'héritier du cardinal Silvestrini

Ordonné en 1980 pour le diocèse de Vicence, en Vénétie, il entra dès 1986 dans les services diplomatiques du Saint-Siège alors que le cardinal Casaroli était Secrétaire d'État, Achille Silvestrini, Secrétaire des relations avec les États (l'équivalent d'un ministre des Affaires Étrangères), et chef de file, durant des décennies, de la Rome libérale. Grand travailleur, Pietro Parolin a acquis d'emblée, sous la direction de son mentor Silvestrini, une grande connaissance de la Curie au plus haut niveau, en même temps que des chancelleries du monde. Il servit dans diverses nonciatures, puis revint à Rome en 1992, le cardinal Sodano étant devenu Secrétaire d'État. Il fut nommé Sous-Secrétaire pour les relations avec les États, sous Jean-Louis Tauran, qui avait succédé à son patron Silvestrini, et se signala par son savoir-faire dans des tractations délicates (Mexique, Vietnam). Mais le cardinal Bertone devenu Secrétaire d'État de Benoît XVI le disgracia et le remplaça par l'un de ses fidèles, Ettore Balestero. Il fut expédié dans la plus difficile des nonciatures, celle du Venezuela d'Hugo Chavez. C'est d'ailleurs un prélat vénézuélien très discuté, Mgr Edgar Peña Parra, devenu très proche du pape, qui deviendra son premier collaborateur comme Substitut pour les Affaires générales, en 2018, en remplacement de Giovanni Becciu devenu cardinal et Préfet pour la Cause des Saints.

On dit que l'attitude habile de Pietro Parolin à Caracas, face à Hugo Chavez, fut très appréciée par le cardinal Bergoglio, archevêque de Buenos Aires. Devenu pape, il se laissa facilement convaincre par les cardinaux Silvestrini et Tauran d'appeler, en août 2013, ce diplomate chevronné et de sensibilité libérale, pour remplacer celui qui l'avait exilé, le cardinal Bertone. L'expérience de Parolin en Amérique latine semblait précieuse au pape dont la bête noire - péronisme oblige - était les États-Unis et leur Église largement conservatrice. Cruelle fut pour le pape et son Secrétaire d'État l'élection de Trump en 2016, et plus cruelle encore l'élection récente du Trump argentin, Javier Milei, auquel il est arrivé de traiter François de « démon ».

Car si l'élection de Jorge Bergoglio au souverain pontificat était apparue comme ouvrant une ère nouvelle, elle représentait en fait le retour d'un monde ancien après une longue période de « restauration » wojtylo-ratzinguérienne. Pietro Parolin, fils spirituel du cardinal Silvestrini, admirateur de l'Ostpolitik du cardinal Casaroli, était l'homme de ce retour aux vieilles lunes.

L'aiguille dans la chair de Parolin : l'accord avec la Chine

Précisément, le gros handicap de Parolin est le désastreux accord du Saint-Siège avec la Chine. Bien plus professionnel que son prédécesseur Bertone, Parolin a cependant stupéfié le monde par l'irénisme de l'accord qu'il a passé avec la République populaire de Chine, le 22 septembre 2018, et dont les termes sont secrets.

Il faut dire que la situation du catholicisme chinois est suprêmement complexe : opposition farouche de l'héroïque Église clandestine vis-à-vis de l'Église contrôlée par le pouvoir ; mais au sein de cette dernière, les lignes sont souvent brouillées. Déjà sous Jean-Paul II, bien que nommés par l'Association patriotique, un certain nombre d'évêques, demandaient en secret leur reconnaissance par Rome.

Le Pape François et le cardinal Parolin ont donc organisé des négociations directes avec Pékin menées côté romain par Mgr Celli. En outre, furent réutilisés les services du cardinal McCarrick, ancien archevêque de Washington, mis en pénitence par Benoît XVI pour ses crimes de prédateur sexuel. Il s'était déjà rendu à plusieurs reprises en Chine, et eut mandat de recommencer ses voyages auprès des catholiques « officiels ». Tout ceci n'empêchant nullement les persécutions contre les chrétiens catholiques et protestants, notamment par la destruction d'églises organisée à grande échelle.

L'accord Parolin de 2018, signé pour deux ans et prorogé en 2020 et en 2022, concédait aux autorités chinoises la « présentation » des évêques à investir par Rome. En vertu de cet accord ont été réintégrés dans la communion romaine les sept derniers évêques « officiels » nommés, dont il s'est trouvé que deux étaient mariés. En outre, les évêques clandestins, non approuvés par les autorités communistes, étaient écartés du gouvernement des diocèses. Ceci provoqua des critiques scandalisées, notamment celle du cardinal Zen, accusant Pietro Parolin, « homme de peu de foi », de « vendre l'Église catholique au gouvernement communiste », mais aussi, tout récemment, celle du cardinal Müller : « Avec le diable, on ne peut pas faire de pacte »[2]. Car il faut y insister, le pacte en question accorde à des communistes toujours persécuteurs de l'Église, la nomination des évêques.

Pietro Parolin a d'ailleurs concédé en juillet dernier que cette politique conduisait le Saint-Siège à avaler d'énormes couleuvres : « pour le bien du diocèse et du dialogue » Rome avait reconnu la nomination unilatérale par l'Association patriotique, contrairement aux accords passés, de Joseph Shen Bin à la tête du diocèse de Shanghai[3]. En réalité, cette manière de faire - annonce par les autorités ecclésiales chinoises d'une nomination d'évêque et consécration de évêque, avalisée ensuite par Rome et publiée par la Salle de Presse vaticane - est le processus habituel.

Le cardinal Zen faisait remarquer que le Secrétaire d'État avait cité une phrase de la Lettre de Benoît XVI à l'Église de Chine du 27 mai 2007, qui disait : « La solution des problèmes existants ne peut pas être recherchée dans un conflit permanent avec les autorités civiles légitimes ». Parolin, trop heureux que le pape Ratzinger ait reconnu la légitimité des autorités communistes, tronquait la suite de la phrase : « Cependant il n'est pas acceptable de se rendre aux volontés des autorités civiles lorsqu'elles interviennent indûment dans des affaires concernant la foi et la discipline de l'Église ». Et le cardinal Zen d'inviter le coupable de cette « incroyable trahison » à démissionner.

Le cardinal mondialiste

On a pas mal glosé sur la participation du deuxième personnage de l'Église à la réunion d'un club dont les visées sont parfaitement étrangères à sa doctrine sociale : il s'agissait de la conférence annuelle, à huis clos, du groupe Bilderberg, qui se tenait à Turin, du 7 au 10 juin 2018, au menu de laquelle était l'analyse de la montée « préoccupante » des populismes. Ce groupe a été fondé en 1954 par David Rockefeller, et se veut aujourd'hui un relais efficace des idéologies mondialistes. Ses membres et invités, une grosse centaine de personnes, sont cooptés parmi les personnalités influentes de la diplomatie, des affaires, de la politique, des médias, dont un bon nombre ne cachent pas leur appartenance « humaniste ». Le secret total des débats - les participants sont enfermés durant deux jours comme dans un conclave - entretient tous les fantasmes. Mais selon la Salle de Presse, le Secrétaire d'État du Vatican n'avait été présent « qu'un court laps de temps - environ une heure trois-quarts », au cours duquel il avait prononcé un discours « sur la doctrine sociale de l'Église ». En un mot, Parolin l'élite capitalo-mondialiste...

Toujours dans cette ligne d'ouverture aux thèmes chers aux mondialistes, mais toujours avec la même prudence, Parolin avait reçu le 5 avril 2019, pendant plus

d'une heure, des militants LGBT de haut vol, à savoir une cinquantaine d'avocats, magistrats, politiques, militant tous pour la décriminalisation de l'homosexualité. Le personnage-clé de cette délégation était le professeur émérite de criminologie de Buenos Aires, Raúl Zaffaroni, ami de longue date de Jorge Bergoglio, connu pour ses positions très libérales, son engagement pour la reconnaissance légale des « mariages » homosexuels, et pour la décriminalisation de l'avortement. Le Secrétaire d'État avait affirmé que l'Église condamnait « toutes les violences contre les personnes », ce qui engageait peu, tout en faisant par cette réception un geste d'une grande puissance symbolique. C'est moins grossier que la réception à déjeuner d'un groupe de femmes transgenres par le pape, mais c'est tout aussi significatif d'« ouverture ». Tout Parolin est là.

Une relation complexe avec le pape François

Pietro Parolin a été membre du groupe des cardinaux qui travaillèrent sur la réforme de la Curie, laquelle était censée réduire l'importance de la Secrétairerie d'État. Tout s'est joué du côté des finances. Pietro Parolin a habilement manœuvré pour contrecarrer l'efficace remise en ordre, commencée par le cardinal Pell, des organes financiers du Saint-Siège et de l'État de la Cité du Vatican. En théorie, la réforme Pell enlevait une part importante du contrôle exercé par le Secrétaire d'État. En réalité, Pietro Parolin fit exclure la Secrétairerie d'État de l'audit organisé pour l'ensemble des entités financières du Vatican, ce qui torpilla la remise à plat organisée par Pell.

Du coup, le cardinal Parolin s'est trouvé directement inquiété par la mise en lumière, en 2019, d'une transaction suspecte menée par la Secrétairerie d'État en 2012 : l'investissement de près de 200 millions d'euros dans un luxueux immeuble londonien grevé d'une hypothèque. Il avait été acquis à un prix très surévalué avec les fonds collectés par le Denier de Saint-Pierre, puis revendu à lourde perte. Situation relativement classique où des ecclésiastiques, se prenant pour des financiers chevronnés, s'avèrent extrêmement naïfs. La responsabilité majeure portait sur le premier collaborateur de Pietro Parolin, Angelo Becciu. Devenu entretemps Préfet de la Congrégation pour les Causes des Saints. Il dut démissionner de sa charge, perdit tous les droits liés au cardinalat et fut déféré devant la justice vaticane avec d'autres hauts fonctionnaires romains, le Suisse René Brühlhart, ancien président de l'Autorité d'information financière (AIF), le gendarme financier du Saint-Siège, Mgr Carlino, longtemps secrétaire particulier d'Angelo Becciu, et Mgr Crasso, ancien gestionnaire du patrimoine réservé de la secrétairerie d'État. Leurs avocats ne se privèrent pas d'alléguer que Parolin était au courant de leurs activités.

Parolin est-il alors tombé dans une semi-disgrâce ? Ces accusations de malversations ou de grosses imprudences ont fait que, fin 2020, la Secrétairerie d'État a été dépouillée de ses actifs et de son énorme portefeuille d'investissements. Cependant, quelle que soit l'implication du cardinal Parolin, cette affaire est tellement complexe, en elle-même et dans la manière complètement atypique - bergoglienne - dont elle a été poursuivie par le pape en personne, qu'elle n'est pas un vrai danger pour les chances du cardinal Secrétaire d'État lorsque s'ouvrira un conclave.

Par ailleurs, malgré la participation du personnel diplomatique de Parolin aux discussions internationales sur les questions climatiques, il a été exclu du processus de rédaction de l'exhortation papale *Laudate Deum*. De plus, c'est le cardinal Zuppi, adossé à la puissante Communauté Sant'Egidio, Président de la Conférence Episcopale Italienne, qui a été chargé de mettre en œuvre des efforts du pape pour obtenir un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie. Ainsi, le cardinal de Bologne, qui a déjà par le passé assumé d'importantes missions diplomatiques, est considéré comme une sorte de deuxième Secrétaire d'État.

Mais être moins proche du pape peut devenir un atout pour Pietro Parolin quand il faudra pourvoir à la succession de François, et que se produira nécessairement une réaction contre le despotisme sous lequel gémissent Curie et cardinaux.

Dans ce genre de spéculations, son état de santé incertain - Parolin a été soigné d'un cancer - compenserait son « jeune » âge (69 ans) pour des électeurs qui, depuis l'interminable pontificat de Jean-Paul II, veulent limiter les risques en cherchant des papables pour des règnes courts (le cardinal Ricard avait révélé que l'âge du cardinal Bergoglio était l'un des arguments qu'avançaient ses soutiens, lors du conclave de 2013).

Un retour au « pur » Concile : *Amoris laetitia* et *Traditionis custodes*

Ce qui nous en apprend le plus sur l'ecclésiologie paroline est le discours qu'il a prononcé le 14 novembre 2017, à Washington, à la Catholic University of America, où il recevait un doctorat *honoris causa* en théologie. Il y fit une longue leçon magistrale de 55mn en italien à la gloire de Vatican II, qui avait toutes les allures d'un manifeste, et dans lequel il se plaçait avec insistance dans le sillage du Pape François lequel réalisait pleinement les intentions du Concile[4].

Pour Pietro Parolin, le Concile Vatican II est fons et origo de l'Église d'aujourd'hui et de celle du futur. Les Pères y ont adopté un paradigme nouveau, celui d'une Église, qui a certes toujours été catholique, mais qui est devenue mondiale, dégagée de sa coïncidence avec l'Europe. D'où résultent diverses conséquences,

comme l'introduction des langues locales dans la liturgie et la légitimation de théologies locales. L'adjectif mondial accolé à l'Église, étant utilisé avec une ambiguïté semblable à celle de l'adjectif œcuménique pour qualifier le Concile Vatican II, concile œcuménique parce que général et/ou parce qu'il a fait triompher le rapprochement avec les séparés.

Pietro Parolin citait Mgr Doré, pour lequel, après Vatican II, rien ne sera plus jamais comme avant. De même que l'Église était passée à l'origine, selon lui, du judéo-christianisme au pagano-christianisme, elle a fait, lors de Vatican II, une mue tout aussi radicale. Processus « irréversible », martelait le cardinal, qui soulignait que, parmi les nouveautés profondes de Vatican II mises en lumière par le Pape François, était l'introduction de la synodalité qui « rééquilibre » l'organisation monarchique anté-conciliaire.

Mais à côté de l'aspect « communication » de la synodalité, pour lui l'essentiel du présent pontificat se trouve dans l'harmonisation réalisée par *Amoris lætitia*. Existait une contradiction : Vatican II avait adopté une ecclésiologie libérale (œcuménisme, liberté religieuse), mais Paul VI, avec *Humane vitæ*, avait conservé une morale conjugale à l'ancienne. *Amoris lætitia* a effacé ce hiatus en engageant également la morale vers une ouverture libérale. On notera que Pietro Parolin a sanctuarisé cette ouverture en faisant inscrire, le 7 juin 2017, aux *Acta Apostolicae Sedis*, au titre de « magistère authentique », la louange adressée par le pape aux évêques argentins pour leur interprétation ultralibérale d'*Amoris lætitia*.

Cette défense de la nouvelle *lex credendi* en sa plénitude se manifeste, comme il se doit, par une défense de la nouvelle *lex orandi*, la liturgie réformée en suite du Concile. Le cardinal Parolin a joué un rôle-clé, comme Secrétaire d'État, dans l'élaboration de *Traditionis custodes*. On se souvient que le premier acte avait été l'enquête organisée par la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, en date du 7 mars 2020, auprès des évêques du monde, destinée à dresser un bilan de l'application de *Summorum Pontificum*. Les résultats pouvaient certes être interprétés comme une approbation de *Summorum Pontificum*, mais c'est son abrogation qui était programmée. Lors des assemblées de la Congrégation qui en discutèrent, intervinrent des personnages très hostiles à l'*usus antiquior*, comme le cardinal Stella, Préfet de la Congrégation pour le Clergé, le très virulent cardinal Ouellet, Préfet de la Congrégation pour les Évêques, le cardinal Versaldi, Préfet de la Congrégation pour l'Éducation catholique (en charge des séminaires), et le cardinal Parolin, qui aurait notamment dit lors d'une de ces séances, jouant sur l'appellation de « messe de toujours » que l'on donne parfois à la messe tridentine : « Nous devons mettre fin à cette messe pour toujours ! »

Un opportun recentrage

Une très grande discrétion a été imposée aux membres de l'assemblée d'octobre du Synode sur la synodalité, et elle a été étonnamment respectée. On sait ainsi que le cardinal Parolin y a fait une intervention décrite comme « très forte » et « très franche », qui a beaucoup marqué l'assistance, mais sans qu'ait été divulgué son contenu. Il y aurait « défendu la doctrine » qui doit être placée au cœur de la synodalité. Andrea Gagliarducci ironisait dans *Il Foglio* du 20 octobre : « Il est cependant peu probable que Parolin a parlé comme un guerrier ». Il paraît vraisemblable qu'il a tenu un discours de recentrage, en harmonie avec la pensée de François, qui tient à marquer sa distance avec le Chemin synodal allemand. On peut d'ailleurs comprendre la lourde machine synodale romaine comme un processus de transaction entre Rome et l'Église d'Allemagne, ou plutôt entre les bergogliens « exagérés » (Hollerich) proches de l'Allemagne, et les bergogliens « réalistes » (Parolin), ces derniers exprimant la pensée du Souverain Pontife.

D'ailleurs, ce discours s'est avéré être une préparation des esprits à la publication d'une lettre adressée le 23 octobre par le Secrétaire d'État à Mlle Beate Gilles, la secrétaire générale des évêques allemands, dans laquelle il rappelait que la doctrine de l'Église réserve l'ordination sacerdotale aux hommes, et que, sans juger de la responsabilité subjective des intéressés, la moralité objective des relations sexuelles entre personnes de même sexe a été « évaluée [...] de manière précise et certaine ».

Les interventions publiques du Secrétaire d'État devraient désormais se répéter en un sens « conservateur » et, en cas de maladie grave du pape ou de vacance du Siègre, il pourrait comme naturellement occuper le devant de la scène, comme cela arriva pour le cardinal Ratzinger en 2005.

Au fond, Parolin offre la version institutionnelle du bergoglionisme, celle d'une ouverture aussi large que possible sans mettre trop l'institution en péril. Iacopo Scaramuzzi dans *La Repubblica* du 25 octobre classait les cardinaux importants, au nombre desquels les papables, en cinq groupes. Si on laisse de côté les outsiders, venus de pays lointains et souvent indéfinissables, il reste quatre groupes bien caractérisés :

Les bergogliens de fer, bergogliens les plus « avancés » (Luis Tagle, Jean-Claude Hollerich).

Les bergogliens de « l'axe institutionnel », plus réalistes, dans lesquels est Pietro Parolin (avec Marc Ouellet, Arthur Roche). Il faudrait à notre avis y ajouter le cardinal Becciu, dont la clientèle reste importante et qui est ni plus ni moins « à gauche » que Parolin.

Les cardinaux que l'on pourrait qualifier de libéraux centre-gauche (Scaramuzzi les nomme « méditerranéens »), tels Mateo Zuppi de Bologne, Jean-Marc Aveline de Marseille ;

Et les conservateurs (Peter Erdő de Budapest, Robert Sarah, Gerhard Müller, Raymond Burke, Willem Eijk le Néerlandais, Timothy Dolan l'Américain).

Si la pesée des voix se faisait aujourd'hui, où l'aiguille de la balance s'arrêterait-elle ? Personne ne saurait le dire. Mais après l'autoritarisme bulldozer du présent pontificat, le professionnalisme méticuleux de Parolin pourrait passer pour acceptable à des cohortes de cardinaux cherchant un papable ouvert, mais présentant, selon eux, le minimum de risques. Autrement dit, avec le maximum de risques pour l'Église.

[1] Nous avons réutilisé dans cet article une partie des considérations de Daniel Hamiche dans un article de Res Novae du 1er mai 2019, L'« hypothèse » Parolin - Res Novae - Perspectives romaines.

[2] Cardinal Gerhard Müller, En toute bonne foi. *Le catholicisme et son avenir*, Artège 2023.

[3] Parolin: *il Papa nomina il vescovo di Shanghai per il bene della diocesi e il dialogo* - Vatican News.

[4] Vatican Secretary of State Cardinal Parolin - YouTube.